

La transition au Japon : le jeu des circonstances dans le passage au capitalisme

Transition in Japan: the Interplay of Circumstances in the Transition to Capitalism

Bernard BERNIER

Volume 22, numéro 1, printemps 1990

Théorie sociologique de la transition

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001053ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001053ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

BERNIER, B. (1990). La transition au Japon : le jeu des circonstances dans le passage au capitalisme. *Sociologie et sociétés*, 22(1), 107-126.
<https://doi.org/10.7202/001053ar>

Résumé de l'article

À partir d'un bref examen des événements et des luttes qui ont entouré la transition au capitalisme au Japon à partir du milieu du XIXe siècle, l'auteur présente une interprétation non déterministe de cette transition. Il conteste certaines explications antérieures qui font du passage au capitalisme au Japon la suite quasi automatique des tendances présentes dans la période Edo (1600-1868) et il insiste sur la construction graduelle de ce passage, suivant les événements et les luttes. Il fonde cette interprétation sur les écrits d'auteurs (Bourdieu, Castoriadis, etc.) qui ont insisté sur la complexité de la causalité dans le social, sur le caractère partiel et transitoire des organisations sociales et sur la construction graduelle des évolutions historiques.

La transition au Japon: le jeu des circonstances dans le passage au capitalisme



BERNARD BERNIER

POSITION DU PROBLÈME

Les spécialistes en sciences sociales et en histoire ont souvent tendance à poser les évolutions historiques passées comme nécessaires au sens fort du terme, c'est-à-dire comme seules possibles. Cette tendance a quelquefois mené à la définition de schémas d'évolution généraux et universels. Plus récemment, certains auteurs, tout en rejetant ces schémas, ont supposé que l'organisation sociale d'une époque était déjà préfigurée dans les tendances des époques antérieures et même prédéterminée par elles (voir entre autres Sahlins, 1976, p. 45 et suiv.).

Dans l'analyse de la transition vers le capitalisme au Japon, c'est cette dernière forme de raisonnement qui prévaut depuis 1940: la plupart des auteurs, qu'ils soient Japonais ou Occidentaux, qu'ils soient marxistes (Norman, 1940; Toyama, 1951; Ouchi, 1978; voir d'autres exemples dans Katsumata, 1987), wébériens (Bellah, 1957; Huber, 1981) ou partisans de la théorie de la modernisation (Jacobs, 1958; Hall, 1968a; Hall, 1968b; Reischauer, 1973; Murakami, Kumon & Sato, 1979), voient la transition au capitalisme comme préfigurée, amorcée, ou même en bonne voie et inévitable avant même l'ouverture forcée du pays par les Occidentaux en 1853. En effet, plusieurs parmi ces auteurs ont pris le résultat, c'est-à-dire la transition réussie (le Japon avait atteint le point de non-retour dans l'industrialisation à la fin de la Première Guerre mondiale; donc, le Japon, en 1918, faisait partie du groupe des pays capitalistes industrialisés), et l'ont posé comme donné pour ainsi dire d'avance, se développant inexorablement des structures et contradictions du Japon de la période Edo (1600-1867). Ces auteurs soutiennent que tous les éléments menant au capitalisme (ou à la société moderne pour les tenants de la modernisation) étaient déjà en place avant 1853: bureaucratisation de l'administration et des *samouraïs*, promotion des guerriers les plus doués sans référence à leur rang officiel, développement de l'économie de marché, commercialisation de l'agriculture, développement des moyens d'échange, unification politique et idéologique du pays grâce aux institutions politiques du gouvernement militaire des Tokugawa et grâce à la diffusion de la morale confucianiste.

Cet article a pour objectif de contester ce type d'analyse de la transition vers le capitalisme au Japon et d'en présenter un autre qui tienne compte de l'indétermination.

L'argument central est que le Japon de 1853 était encore fondamentalement féodal¹, même si des modifications importantes avaient été apportées à l'ordre social féodal instauré par les Tokugawa entre 1600 et 1650, et que les tendances présentes en 1853, à moins de postuler une direction prédéterminée de l'évolution historique, ne sont pas suffisamment précises pour en tirer la conclusion que le Japon se dirigeait automatiquement vers le capitalisme. Cette position est fondée sur une approche de sociologie et d'anthropologie historique², interprétative et non déterministe. Cette approche part des principes suivants : l'évolution historique n'est pas définie totalement par les structures antérieures ; cette évolution s'appuie sur les tendances, contraintes et contradictions de ces structures, mais elle se construit à mesure, à travers les tensions, les stratégies, les pratiques et les luttes (pour la richesse, le pouvoir et le pouvoir symbolique).

Cette approche est fondée sur les écrits d'auteurs qui se sont inspirés de Marx³, tout en remettant en question son insistance sur la détermination de l'économique et sur la direction prédéterminée de l'histoire⁴. Ces auteurs ont rejeté l'idée d'une causalité unique, fondamentale et totale de l'économique ou d'un autre aspect de la réalité sociale (Weber, 1971,

1. Les termes «féodal» et «féodalisme» ont donné lieu à de nombreuses controverses, autant en Europe qu'au Japon. Pour une idée du débat au Japon, voir HALL (1968a et b), JANSEN, (1968), STRAYER (1968), HÉRAIL (1986, p. 318), et BERNIER (1988, pp. 379-383). Une bonne partie du débat vient de ce que le terme féodal, dans certains schémas marxistes, désigne un stade obligatoire et universel de l'évolution des sociétés humaines en général et de chaque société en particulier, ce que plusieurs auteurs rejettent avec raison. Certains rejettent aussi l'utilisation de ces termes sous prétexte qu'ils définissent une structure totale qui déterminerait tous les aspects des sociétés auxquelles on les applique (Hall, 1968b, p. 61). Il faut noter que l'utilisation de ces termes dans l'analyse présente n'entraîne ni la définition du féodalisme comme stade nécessaire et universel ni la définition du féodalisme comme une structure totale. Qualifier le Japon du XIX^e siècle de féodal se justifie du fait de la ressemblance de la structure économique et sociopolitique du Japon de la période Edo et de celle du Moyen Âge européen pour lequel le terme a été créé. Autrement dit, l'utilisation du terme vient de ce que, au Japon dans la période Edo comme en Europe du X^e au XV^e siècles, les droits sur la terre et sur les redevances, le servage, les liens de vassalité, les distinctions de castes fondées sur la naissance définissaient la structure économique, politique et sociale. Dans cette perspective, le mot «féodalisme» devient un concept théorique (un type idéal dans les termes de WEBER, 1971, p. 8-9), applicable à l'analyse du développement historique de certains pays, un concept qui définit un type de société particulier comportant certaines caractéristiques. Ceci dit, il faut noter que ce genre de concept, sous peine de prendre nos catégories pour la réalité (ou pour les déterminants de la réalité), ne nous permet pas de définir tous les aspects des sociétés auxquelles on l'applique ni de prédire leur avenir (voir plus bas). Méthodologiquement, cette position nous force à examiner chaque cas comme unique, car, sur la base de structures *en gros* semblables, le cheminement des possibilités, de la causalité, des relations, des stratégies, des pratiques et des événements varie.

2. Les bases d'une telle approche ont été définies par Marx et Weber. Ce type d'analyse s'est par la suite développé dans plusieurs directions. Parmi les plus importantes (du moins du côté des études empiriques), notons celle de l'école historique des Annales en France. Les marxistes ont aussi contribué au développement d'une telle approche, en particulier en développant la théorie de la transition au capitalisme. Dans cette tendance, WALLERSTEIN (1974, 1985) est probablement l'auteur le plus important et le plus influent. En France, certains auteurs influencés par le structuralisme ont développé une critique de certains de ses aspects et ont proposé une théorie plus dynamiques des faits sociaux : c'est le cas de FOUCAULT, qui a tenté de comprendre la genèse du système politico-idéologique de l'Occident depuis le XV^e siècle, de BOURDIEU, qui a tenté de définir une approche et des concepts pour analyser à la fois la permanence relative des organisations sociales et les transformations sociales, et de TOURAINE (1965) dont les travaux à partir de l'action sociale mettent en relation les structures et les actions des individus et des groupes. Aux États-Unis, certains auteurs ont aussi tenté d'incorporer la dimension historique à leurs études proches du courant culturaliste (Geertz, 1973 ; Smith, 1983).

3. Certains auteurs se sont inspirés de Weber, dont l'œuvre constitue sur plusieurs points un commentaire sur les théories de Marx.

4. Marx, dans ses écrits politiques, a conçu les contradictions comme systématiques, comme englobées dans une totalité forte et comme déterminées dans leur finalité. En effet, les contradictions du capitalisme pour lui mènent automatiquement au socialisme (voir, entre autres, MARX, 1962, p. 35). Cependant, il faut souligner que ses analyses historiques (par exemple, 1962, 2^e partie, 1963, et 1979, ch. XV) sont moins strictement «déterministes» que ses écrits théoriques et laissent beaucoup plus de place à la lutte des classes. C'est le cas aussi de certains passages de *L'Idéologie allemande* (MARX et ENGELS, 1965, pp. 24-25) où la causalité sociale est conçue comme complexe. Mais, dans ce dernier texte, Marx et Engels n'abandonnent pas pour autant l'idée de la détermination fondamentale de l'économique, c'est-à-dire l'idée que les conditions matérielles conditionnent les formes de l'État et l'idéologie (40-41).

pp. 8-12; Castoriadis, 1975, ch. 1; Bourdieu, 1980, ch. 1; Bourdieu, 1987, pp. 20-30). Pour eux, la causalité sociale est complexe et ne peut se concevoir comme émanant toujours du même niveau du tout social et comme procédant toujours de la même façon.

Ces auteurs ont aussi rejeté la conception des sociétés comme totalité forte et totalement intégrée, donc le postulat de la cohérence totale des sociétés. Ils ont reconnu avec Marx l'existence de contradictions internes aux structures sociales (Weber, 1971, pp. 38-40; Swartz, Turner & Tuden, 1966, pp. 3-4; Geertz, 1973, pp. 17-18; Castoriadis, 1975, ch. 3; Bourdieu, 1980, pp. 138-140; Wallerstein, 1985, pp. 17-18). Mais ils ont rejeté l'idée que ces contradictions entraînaient le développement historique inévitablement dans une direction prédéterminée. Ils ont ainsi réintroduit l'indétermination dans la théorie de la contradiction⁵.

Les contradictions se situent à plusieurs niveaux. Premièrement, il y a les contradictions venant de luttes entre groupes sociaux. Les luttes de classes, de fractions, de factions, de groupes, de partis, *etc.*, portent sur le pouvoir économique et politique et sur la richesse (Marx, 1962 et 1963, 1969, ch. XV et 8^e section), mais aussi sur le pouvoir symbolique (Bourdieu, 1979, pp. 281 et 559; Bourdieu, 1982, ch. II)⁶. Ces luttes n'ont pas d'issue prédéterminée. La solution (ou la persistance sans solution) des conflits se construit à mesure, dans des processus complexes, sans que le terme, la fin, le résultat ne soit donné d'avance. Il faut poser les luttes sociales (y compris les luttes de classes) comme luttes au sens fort du terme, c'est-à-dire comme combats (violents ou non) dont l'issue est imprévisible et souvent seulement partielle. On peut de cette façon faire une place théorique à l'aléatoire, au hasard, à l'incertain, au jeu des circonstances. À ce niveau⁷, l'aléatoire vient de la rencontre de stratégies et de pratiques individuelles et collectives, non totalement déterminées (mais contraintes par les institutions et définies par l'habitus), dont la rencontre donne des effets inattendus (y compris des modifications des stratégies et des pratiques et quelquefois des chambardements institutionnels à mesure que le processus se déploie).

Deuxièmement, les contradictions viennent de l'autonomie relative des «parties» du tout social. L'idée que des champs relativement autonomes se constituent à l'intérieur des ensembles sociaux a été développée surtout par Bourdieu dans ses écrits divers (1980, 1982, 1984, 1987). Mais on peut trouver des conceptions similaires dans Weber (1971, en particulier pp. 345-350), Swartz, Turner et Tuden (1966, pp. 3-4), Foucault (1969, p. 21), Castoriadis (1975, p. 60) et Balandier (1988, p. 67). L'autonomie des champs sociaux mène

5. Voir CASTORIADIS (1975, ch. 1). Castoriadis soutient d'ailleurs, avec raison, que l'idée de l'indétermination de l'histoire est présente dans certains passages de Marx sur la lutte des classes, mais que cette idée est finalement submergée par celle de la détermination de l'économique (Castoriadis, 1975, pp. 40-45).

6. BOURDIEU parle encore de luttes des classements (1982, pp. 135-160) et de luttes au sujet de la légitimité (1982, p. 137; 1987, pp. 160-161; voir aussi WEBER, 1971, pp. 219 et suiv.).

7. Théoriquement, le «jeu des circonstances» se situe aussi à deux autres niveaux. Au niveau le plus général, il y a le caractère fondamentalement et ontologiquement «arbitraire» des organisations (y compris de l'organisation sociale) (voir FOUCAULT, 1976, en particulier pp. 107-135; [au sujet de Foucault, voir aussi DREYFUS et RABINOW, 1983, pp. 197-204]; CASTORIADIS, 1975, en particulier pp. 190-204; BOURDIEU, 1980, ch. 3; 1987, pp. 25 et 56-57; MORIN, 1977, pp. 45-50; et BALANDIER, 1988, p. 80). Si l'on accepte ce principe, l'émergence de toute organisation apparaît comme un «événement» complexe, comme processus unique, non prédéterminé, fondé sur la convergence de réseaux de causalité autonomes (BOURDIEU, 1984, p. 210; BOURDIEU, 1987, p. 91). C'est ce que semble nous enseigner l'astrophysique (MORIN, 1977, p. 46; BALANDIER, 1988, pp. 43-46). Dans cette perspective, et à un deuxième niveau, la constitution d'organisations (improbables en tant que telles, c'est-à-dire avec leurs caractères particuliers et singuliers, même si la probabilité qu'une organisation quelconque existe soit très élevée) est toujours l'effet au moins en partie de rencontres fortuites, de relations aléatoires, qui donnent lieu à des structures premières autour desquelles se construisent des organisations plus complexes. On peut donc dire que l'émergence de nouvelles formes doit beaucoup au hasard, mais que, dès que des structures existent, elles deviennent des points d'organisation ultérieure: à partir d'une première structure improbable se construit une certaine «nécessité historique» partielle, fondée sur le caractère attractif des structures premières (dans ce contexte, et au sujet du domaine socio-historique, on peut citer WALLERSTEIN, 1974, pp. 97-99, qui parle de renforcement de petites différences initiales; et BOURDIEU, 1982, p. 139, note 4, qui écrit que «la différence culturelle est sans doute le produit d'une dialectique historique de la différence cumulative»).

souvent à des contradictions entre champs et institutions qui leur sont liées. Par ailleurs, comme Bourdieu l'a noté, les champs sociaux sont eux-mêmes le lieu de luttes sociales, de luttes entre groupes sociaux et entre individus, portant sur la définition du champ et de ses attributs et sur les positions à l'intérieur du champ (Bourdieu, 1980, pp. 112-115; 1982, pp. 46-58; 1984, pp. 25-28; 1987, pp. 24 et 33-34).

L'ensemble de ces principes théoriques signifie qu'il faut restaurer au plein sens du terme la dimension historique aux études du social (Castoriadis, 1975, pp. 7-8; Wallerstein, 1985, pp. 11-12; Bourdieu, 1987, pp. 53-59). Pour analyser le jeu des forces sociales dans le temps, il est nécessaire de se placer d'emblée dans la totalité partielle et contradictoire d'une situation historique particulière⁸, en tenant compte des institutions, des habitus, des champs sociaux relativement autonomes et de leurs interrelations, des contradictions institutionnelles, des divisions sociales, des stratégies, des pratiques et des luttes, «aboutissement à un moment donné de tout le processus historique» (Bourdieu, 1987, p. 56)⁹.

Dans l'étude qui suit, la situation historique particulière qui constitue le point de départ¹⁰ de l'analyse, qui constitue donc le «moment historique», le «milieu» à partir duquel l'analyse se construit, est la période Edo (1600-1867), plus particulièrement les quelques décennies qui précèdent l'arrivée des Occidentaux en 1853. L'analyse porte sur deux points : tout d'abord, la situation dans ce moment historique précis, puis la transition à la société industrielle après 1868. Dans ce second temps, il s'agira de comprendre le passage d'une société que l'on peut appeler féodale à une société capitaliste imitée de l'Occident, donc le passage d'un état socio-historique donné à un autre état qualitativement différent (c'est là la définition de la transition). Pour cela, il sera essentiel de définir deux seuils¹¹ : d'une part, le moment historique à partir duquel on peut dire que la transition est amorcée et, d'autre part, le moment à partir duquel on peut dire que la transition est accomplie avec succès.

La détermination de ce qui est «qualitativement différent» dépend des critères théoriques utilisés pour définir ces «états» (modes de production dans le marxisme, types de domination chez Weber, *etc.*). Elle dépend donc de la position du problème et, en ce sens, elle est «interprétative», même lorsqu'elle s'appuie sur la conscience que les agents ont eue du changement étudié. Dans l'analyse qui suit, le critère de définition des «états» (c'est-à-dire des types de sociétés) est l'ensemble des rapports sociaux, dans leurs aspects autant idéologiques que politiques et économiques. Le féodalisme est ainsi défini par les rapports sociaux qui lient les personnes à la terre et au pouvoir, c'est-à-dire le servage, les liens de vassalité et la hiérarchie sociale fondée sur la naissance. Le capitalisme se définit par le marché généralisé, l'achat-vente de force de travail, la richesse comme critère de classement des personnes et l'industrialisation.

8. Berque appellerait cette situation le «milieu» (BERQUE, 1986, en particulier ch. 4).

9. «Il s'agit de faire une histoire structurale qui trouve dans chaque état de la structure à la fois le produit des luttes antérieures pour transformer ou conserver la structure, et le principe, à travers les contradictions, les tensions, les rapports de force qui la constituent, des transformations ultérieures» (BOURDIEU, 1987, p. 56). Si Bourdieu insiste sur la situation à un «moment historique» donné comme principe des transformations ultérieures (il faut souligner qu'il note en même temps le caractère ouvert de l'habitus, principe des stratégies et des pratiques mais qui ne les détermine pas complètement et laisse place à «une invention permanente»; BOURDIEU, 1987, p. 79; voir aussi 1980, pp. 91-97), Castoriadis, au contraire, souligne l'émergence de nouvelles formes sociales inexplicables strictement par l'état antérieur des structures.

10. Il n'y a en fait jamais de véritables points de départ, il n'y a que des états socio-historiques momentanés, des moments historiques, choisis pour les fins de l'analyse comme point de départ. En effet, quel que soit le moment historique choisi, il y a toujours un «avant», c'est-à-dire des états et des événements antérieurs qu'il importe de connaître pour comprendre ce moment historique et son évolution ultérieure.

11. La notion de seuil est utilisée par FOUCAULT pour marquer la discontinuité historique (1969, pp. 11-12). Foucault utilise aussi des termes comme rupture, coupure, transformation (1976, p. 12). MORIN (1977, p. 44) et BALANDIER (1988, p. 44) parlent de «rupture de forme». Morin parle encore de «saut» (p. 111). WALLERSTEIN quant à lui s'interroge sur les limites temporelles d'un système socio-historique particulier (1974, Introduction; 1985, p. 11 et pp. 40-44). Toutes ces expressions et interrogations font référence au passage d'un état socio-historique à un autre état qualitativement différent.

Les éléments de cette approche deviendront évidents, je l'espère, dans la brève analyse de la transition japonaise qui fait l'objet de la première partie de cet article et dans l'interprétation théorique de cette transition qui est faite en seconde partie. La présentation des événements et même celle des contradictions et tendances sont forcément courtes et incomplètes. Les lecteurs qui voudraient une présentation plus détaillée peuvent se référer à Lequiller (1966), Hérail (1986) et Bernier (1988) et à la bibliographie que ce dernier ouvrage contient.

1. LA TRANSITION AU CAPITALISME INDUSTRIEL AU JAPON

1.1 LE SYSTÈME SOCIOPOLITIQUE DES TOKUGAWA (XVII^e-XIX^e SIÈCLES)

En 1600, une puissante famille de guerriers, les Tokugawa, réussit, après plus d'un siècle de guerre civile, à rétablir l'ordre dans l'ensemble du pays. L'ordre sociopolitique établi par les Tokugawa entre 1600 et 1640 comporte les caractéristiques suivantes.

Premièrement, les Tokugawa assurent leur hégémonie politique sur le pays en créant un gouvernement militaire (le *bakufu*) avec, à sa tête, le *shôgun*. Le titre de *shôgun*, créé autour du X^e siècle et transformé au XII^e siècle pour devenir celui que portent les chefs militaires qui dirigent le pays, est théoriquement accordé par l'empereur. L'empereur, descendant de la lignée aristocratique qui est symboliquement au sommet du pays, est le garant de la légitimité shogounale, mais en fait, il n'a pas de pouvoir. Le pouvoir réel est exercé par les *shôgun*.

Deuxièmement, les Tokugawa incluent dans leur domaine privé le quart des terres du royaume, avec en plus les mines et les villes commerciales. Durant toute la période Edo (1600-1867), c'est-à-dire durant toute la période où ils conservent l'hégémonie, les Tokugawa tirent leurs revenus seulement de leur domaine. Par ailleurs, ils reconnaissent la propriété éminente d'environ 260 seigneurs qui ont la jouissance de leur domaine presque en toute liberté: les seigneurs peuvent tirer des redevances des paysans de leur domaine sans en donner une partie au gouvernement central et ils exercent la justice de façon indépendante, mais à la condition de respecter l'hégémonie politique des Tokugawa et d'assurer le maintien de l'ordre social.

Troisièmement, pour empêcher que le christianisme, importé au pays depuis le milieu du XVI^e siècle, vienne troubler l'ordre public, les Tokugawa décident d'éliminer presque complètement les relations économiques et politiques avec l'Occident. À partir de 1640, seul un bateau hollandais par année a le droit de venir au Japon, tous les autres Occidentaux étant bannis du pays sous peine d'exécution. Les problèmes posés par le christianisme ne sont pas les seules causes de cette fermeture, il y a en outre la volonté des Tokugawa de limiter les conflits sociaux causés par le commerce. En particulier, il leur faut contrôler les grands seigneurs du Sud-Ouest qui ont augmenté leur pouvoir et leurs richesses en participant au commerce international.

Quatrièmement, la doctrine morale explicite adoptée par les Tokugawa insiste sur la définition d'un ordre social fortement hiérarchisé, avec pour base la riziculture. En effet, les Tokugawa divisent officiellement la société en quatre classes héréditaires et réduisent la mobilité sociale. Les quatre classes officielles sont, de haut en bas, les guerriers, par essence supérieurs aux autres classes, qui s'occupent des tâches administratives pour le *shôgun* et les seigneurs; ils sont suivis par les paysans, idéologiquement la classe la plus élevée parmi les classes roturières parce qu'elle produit la vraie richesse, le riz¹²; puis viennent les artisans, produisant quelque chose d'utile; enfin les marchands, conçus comme des para-

12. Au début de la période Edo, les Tokugawa impose le retour aux redevances en nature, calculées en quantités de riz, remplaçant les redevances en monnaie que certains guerriers ont imposées pendant la période de guerre civile.

sites, car ils ne produisent rien et s'enrichissent aux dépens des autres classes. En fait, cette description officielle de la hiérarchie sociale est incomplète, car elle exclut un groupe de personnes au-dessus et un autre au-dessous des quatre classes: au-dessus se trouvent la noblesse de la cour impériale et les seigneurs, au-dessous, des catégories sociales que l'on considère comme des sous-humains, c'est-à-dire les criminels, les prostituées, les acteurs ambulants et les personnes s'occupant de métiers impurs selon le bouddhisme ou le shintô (tout ce qui touche à la mort des humains et des animaux: tanneurs, bouchers, bourreaux, fossoyeurs, etc.). De plus, la mobilité sociale entre les trois classes inférieures de la hiérarchie officielle est possible, même si elle est déconseillée. La mobilité ascendante est toutefois théoriquement et presque toujours pratiquement¹³ impossible entre ces trois classes et les *samourais*: ceux-ci sont considérés comme étant de nature supérieure. En réalité, on peut dire qu'il y a un système de quatre castes héréditaires, qui ne correspond pas à la définition officielle des quatre classes. Ces castes sont: au sommet, les nobles et les seigneurs, puis les guerriers, ensuite le peuple (paysans, marchands, artisans), et enfin les hors-castes.

Cinquièmement, les Tokugawa adoptent le néo-confucianisme comme théorie de légitimation de leur pouvoir et de l'ordre social qu'ils veulent maintenir. Cette doctrine fonde l'ordre social dans l'ordre cosmique. Telle que développée par un philosophe du XVII^e siècle (Hayashi Razan), elle justifie le pouvoir des Tokugawa par le fait que ces derniers ont rétabli l'ordre (par les armes) et qu'ils maintiennent l'ordre social (fondamentalement hiérarchique, comme dans toutes les formes de confucianisme) par l'exemple de leur vertu.

Sixièmement, les Tokugawa mettent sur pied un ensemble de mesures de contrôle des seigneurs dont l'élément majeur est un système compliqué de double résidence. En effet, les Tokugawa, à partir de 1635 environ, forcent les seigneurs à résider une année sur deux dans la capitale shogounale, Edo (qui deviendra Tokyo en 1868), et l'autre année dans la capitale de leur domaine, mais en laissant leur femme et leurs enfants comme otages à Edo. Ce système de double résidence avec otages constitue le moyen le plus efficace de contrôle des seigneurs. Mais il entraîne à la longue des effets inattendus et très néfastes pour l'ordre social.

1.2 TRANSFORMATIONS DE L'ORDRE SOCIAL SOUS LES TOKUGAWA

Les transformations dans l'ordre sociopolitique établi par les Tokugawa au début du XVII^e siècle apparaissent graduellement, conséquences de certaines contradictions dans cet ordre, de stratégies particulières de groupes sociaux, et d'effets inattendus de ces stratégies. L'ordre social des Tokugawa est fondé au départ sur la définition idéologique d'une doctrine (le néo-confucianisme) conçue comme totale et comme totalement adéquate à la réalité, et sur la mise sur pied d'un cadre institutionnel dont un des éléments majeurs est le système de double résidence. Mais cet ordre diffère dans la réalité de sa description idéale.

Dès le début de la période Edo, apparaît une contradiction majeure entre la nécessité administrative et politique de contrôle des seigneurs et les effets économiques des moyens pris pour l'assurer. Le contrôle des seigneurs a pour objectif le maintien de l'hégémonie des Tokugawa dans un ordre social agraire et la double résidence en est le moyen le plus important. Or, la double résidence force les seigneurs à dépenser pour leurs séjours dans la capitale shogounale et pour les voyages annuels vers le domaine ou vers la capitale. Pour trouver l'argent nécessaire pour couvrir ces dépenses, les seigneurs doivent vendre, par l'intermédiaire des commerçants professionnels, une partie des produits des redevances obtenues des paysans. On voit donc ici une conséquence inattendue de la stratégie et des institutions shogounales de contrôle des seigneurs: elles mènent à la nécessité pour les seigneurs de participer à l'économie de marché et à leur dépendance vis-à-vis des marchands, alors même que le marché et les marchands sont définis idéologiquement comme dangereux pour l'ordre social agraire.

13. Il y a des exceptions: certains marchands marient leur fille à des guerriers appauvris, d'autres achètent leurs généalogies.

Forcés de vendre sur le marché dans des conditions défavorables, les seigneurs en viennent rapidement à devoir emprunter aux marchands, à des taux d'intérêt élevés même si les prêts à intérêt sont illégaux, pour rencontrer leurs obligations financières. De cette façon, l'endettement des administrations shogounales et domaniales apparaît et se développe. Ce problème est présent dès le XVII^e siècle, mais il s'accélère au XVIII^e siècle et atteint des proportions alarmantes à partir de 1780. Après 1830, on peut vraiment parler de crise dans les finances publiques, certains domaines ayant des dettes équivalentes à plusieurs fois leurs revenus annuels.

Pour contrer cet endettement, l'administration shogounale et les seigneurs ont recours à toutes sortes de moyens. L'administration shogounale, par exemple, abolit régulièrement les dettes ou confisque la richesse des marchands les plus riches et les plus arrogants, mais ces mesures ont pour effet de restreindre le crédit qui est par ailleurs tout à fait essentiel au fonctionnement des administrations. Les seigneurs tentent aussi, dès le XVII^e siècle, d'augmenter les redevances des paysans. Dans la majorité des cas, les paysans résistent et quelquefois se révoltent contre ces hausses d'impôts.

D'autres seigneurs tentent de diminuer les dépenses. Quelques-uns, les plus efficaces, réussissent à restreindre les déboursés pour les réceptions et les vêtements. Mais la majorité a plutôt recours à un expédient : la diminution officiellement temporaire, mais en fait souvent permanente, des traitements des *samouraïs*, en particulier de ceux à faibles revenus. Les guerriers, dont plusieurs ont des revenus insuffisants pour vivre et sont déjà endettés personnellement envers les usuriers, voient ainsi leurs revenus diminuer, ce qui entraîne beaucoup de ressentiment et beaucoup de misère. On voit donc ici se creuser l'écart, à l'intérieur de la classe dominante, entre guerriers supérieurs, dont les revenus ne baissent pas, et guerriers de bas échelons, la majorité, dont la vie devient de plus en plus difficile. Cette opposition entre fractions dans la classe dominante augmentera après 1750, pour atteindre son paroxysme dans les années 1853-1867.

L'économie de marché affecte fortement l'agriculture, surtout dans le centre du pays. Son expansion à la campagne mène à la spécialisation agricole, à l'augmentation des dépenses, à l'endettement envers les marchands ou envers les paysans riches et, dans plusieurs cas, à la perte de la terre et au métayage. À la fin de la période Edo, 25 % des terres du pays sont louées à des tenanciers, à des taux de rente oscillant entre 40 % et 60 % des récoltes. Pour contrer cette évolution, les paysans organisent des soulèvements, de plus en plus importants à mesure que l'on passe du XVIII^e au XIX^e siècle. On voit alors se développer une nouvelle forme de lutte entre fractions à l'intérieur de la paysannerie, fractions qui, dans les régions les plus touchées par l'économie de marché, deviennent assez rapidement des classes opposées : d'une part, les propriétaires terriens, qui sont aussi souvent des prêteurs et des commerçants locaux ou régionaux, et, d'autre part, les paysans pauvres, dont plusieurs perdent leur terre et deviennent tenanciers. Cette opposition de fractions, se transformant en lutte de classes à mesure du progrès du commerce, cause beaucoup de problèmes aux administrations. Les paysans se battent contre l'endettement et contre la perte de la terre. Pour cela, ils font circuler des pétitions qu'ils envoient à leur seigneur, ils menacent les usuriers, brûlent leur maison, pillent leurs greniers. À partir de 1780, les mouvements deviennent plus violents et plus nombreux. Le nombre des participants augmente aussi, atteignant dans certains cas plus de 50 000 personnes.

L'économie de marché donne lieu également au développement de quelques manufactures, surtout après 1750 : manufacture de *saké*, d'huile de sésame, de sauce de soja, de filé et de tissu de soie et de coton, *etc.* Il ne faut toutefois pas exagérer ce développement : jusqu'à la fin de la période Edo, l'agriculture demeure l'activité principale de la majorité de la population (au moins 80 % de la population non guerrière).

L'expansion du marché entraîne aussi des problèmes idéologiques. En effet, l'ordre moral prévu par l'idéologie officielle ne fait pas de place au commerce. Durant toute la période Edo, les Tokugawa et les moralistes à leur solde ne cessent de promouvoir l'agriculture et de dénigrer les activités commerciales. Ils émettent toutes sortes de proclamations

morales condamnant le commerce, l'usure, les finances, l'endettement. Mais l'administration shogounale ne prend pas vraiment de mesures pratiques pour contrer les effets nocifs du marché sur les finances publiques, par exemple en taxant les activités commerciales ou en les régularisant. C'est que l'ordre politique et moral empêche la majorité des guerriers de s'intéresser au marché: dans cet ordre, les *samourais* sont considérés moralement trop élevés pour s'abaisser à étudier l'économie.

La période Edo connaît tout de même des développements idéologiques originaux¹⁴. Certains, marginaux, sont liés de près aux progrès de l'économie de marché: quelques philosophes s'efforcent de comprendre les prix, la production, les échanges. Mais ils s'agit d'une infime minorité sans influence. D'autres, aussi peu nombreux, s'efforcent d'obtenir des livres occidentaux pour s'initier aux sciences occidentales. Mais les développements idéologiques les plus importants vont dans d'autres directions. D'une part, certains philosophes s'intéressent à une tendance minoritaire du confucianisme qui insiste non pas sur l'étude, comme le néo-confucianisme, mais sur l'expérience pratique et sur l'intuition. Cette école de pensée (école de Wang Yangming, connue sous le nom de «théorie de la pratique») s'accorde bien avec le bouddhisme zen, populaire parmi les *samourais*, qui rejette le raisonnement et insiste sur la connaissance intuitive, et avec le *bushido*, la morale particulière des guerriers, formalisée au XVII^e siècle, qui insiste sur la pratique des arts martiaux et sur la vertu inhérente aux guerriers. La théorie de la pratique se répand surtout parmi les adeptes des arts martiaux. Elle donnera lieu, en 1837 à Osaka, à la seule contestation directe du régime shogounal: un ancien officiel shogounal, adepte de la théorie de la pratique, prendra alors la tête d'un mouvement de révolte pour obtenir de la nourriture. D'autre part, certains guerriers, prenant conscience de l'origine chinoise du confucianisme, reviennent aux vieux textes japonais, en particulier aux chroniques du VIII^e siècle qui présentent les origines mythiques de la lignée impériale. Le retour à la «tradition» nationale se fait dans deux écoles de pensée (l'école de Mito, qui fait aussi appel au confucianisme, et l'école des «études nationales») qui insistent sur la supériorité essentielle du Japon sur tous les autres pays à cause de sa lignée impériale «éternelle et continue» qui, selon les chroniques, descend de la déesse-soleil.

Résumons les éléments nécessaires pour comprendre les développements de la période Edo. Premièrement, on note des modifications majeures dans l'économie, sans que le pouvoir politique ne soit modifié, sauf de façon mineure. Deuxièmement, le développement de l'économie de marché rend l'administration difficile, mais, entre 1650 et 1853, le pouvoir politique n'est pas contesté, sauf une fois en 1837. Troisièmement, le développement de l'économie de marché a une influence limitée sur les développements des doctrines. Mais il a des conséquences pratiques très importantes sur les mentalités¹⁵: apprentissage du calcul, importance grandissante de l'argent, définition d'une nouvelle hiérarchie sociale fondée sur l'argent (cette hiérarchie n'a pas remplacé l'ancienne, fondée sur le rang héréditaire, et elle n'a pas mené à la contestation directe de l'ancien ordre social au nom d'un ordre nouveau¹⁶), nécessité pour les administrateurs d'examiner les problèmes commerciaux, même si les solutions proposées sont pour la plupart fondées sur des principes moraux peu efficaces. Mais tous ces développements ne mènent pas à la contestation de l'ordre social, politique et idéologique défini par les Tokugawa au début du XVII^e siècle. Quatrièmement, le marché mène tout de même à des modifications des relations de classes: endettement des guerriers et enrichissement des marchands, tentative par les seigneurs d'augmenter les impôts à laquelle les paysans résistent souvent par la force, polarisation de la paysannerie dans le système

14. Pour plus de détails au sujet des développements idéologiques dans la période Edo, voir EARL, 1964; HAROOTUNIAN, 1970 et 1982; OOMS, 1985; et BERNIER, 1988, ch. 5.

15. Il faudrait aussi utiliser ici le concept d'*habitus* au sens que Bourdieu donne à ce terme (BOURDIEU, 1980, pp. 87-109).

16. Elle mène toutefois à des formes implicites de remise en question de l'ancien ordre, par exemple, dans les pièces de théâtre populaire ridiculisant les *samourais* appauvris.

de propriété terrienne et révoltes paysannes contre les usuriers. Enfin, cinquièmement, le développement de l'économie de marché mène au XIX^e siècle à une crise des finances publiques et à une crise de survie des guerriers les plus pauvres.

1.3 LA CRISE DU FÉODALISME JAPONAIS, 1853-1867

En juillet 1853, le Commodore Matthew Perry, suivant les ordres du président américain Fillmore, arrive à Uraga, tout près d'Edo, et remet aux autorités shogounales un message du président. Dans ce message, le président demande l'ouverture de ports japonais au ravitaillement des bateaux américains (baleiniers chassant dans le Pacifique Nord ou cargos en route de San Francisco à Shanghai ou au retour). Perry dit aussi qu'il reviendra l'année suivante pour recevoir la réponse des autorités japonaises.

Au Japon, les autorités sont consternées, surtout que, par les Hollandais de Nagasaki, elles connaissent les méfaits du colonialisme occidental en Asie (guerre de l'opium en 1840-1842 en Chine, traités inégaux, *etc.*). Les dirigeants shogounaux ont espéré éviter l'ouverture du pays à ces étrangers dangereux, mais, maintenant, conscients de la supériorité militaire des Américains qu'ils ont pu constater *de visu* sur les bateaux de Perry, ils pensent qu'ils ne peuvent refuser la demande américaine.

Ils craignent cependant que, s'ils se plient à l'ultimatum américain, la majorité des guerriers et des seigneurs ne s'oppose à cette décision et ne conteste le pouvoir shogounal. Pour tenter de contrer l'opposition avant même qu'elle n'apparaisse, les autorités shogounales décident, à la fin de 1853, de consulter tous les seigneurs, de leur demander leur avis, ce que le gouvernement n'a jamais fait depuis l'instauration de l'hégémonie des Tokugawa en 1600. Cette décision montre le désarroi du gouvernement devant la menace étrangère. Plusieurs seigneurs et de nombreux guerriers constatent ce désarroi et le prennent pour une preuve de faiblesse du gouvernement shogounal.

La réponse à la consultation des seigneurs est ambiguë : environ un tiers dit de repousser la menace étrangère, même par la guerre s'il le faut; un autre tiers dit de refuser l'ultimatum, mais sans entrer en guerre; le dernier tiers est d'accord pour signer une entente limitée avec les Américains. Sans mandat seigneurial clair, les autorités shogounales, au retour de Perry en février 1854, signent une entente permettant aux Américains de s'approvisionner dans deux ports japonais et de nommer un consul (en résidence à Shimoda et non à Edo). Bientôt, les autres puissances impérialistes obtiennent les mêmes privilèges.

L'annonce de cette signature provoque l'indignation et la colère de plusieurs seigneurs et guerriers. De nombreux guerriers de rangs inférieurs, appauvris par le développement de l'économie de marché, insatisfaits de l'ordre social, s'étant initiés aux théories des écoles d'études «nationales», s'élèvent vivement contre cette «capitulation» des autorités devant les «barbares». Pour eux, la seule solution est la fermeture du pays et l'expulsion de ces étrangers sans manières. Pour cela, ils sont prêts à la guerre: ils considèrent que le Japon est protégé par les divinités et que l'esprit guerrier japonais peut venir à bout de n'importe quel barbare.

Les autorités obtiennent néanmoins un répit entre 1854 et 1857, à cause des guerres qui occupent les Occidentaux ailleurs (Guerre de Crimée entre 1854 et 1856, intervention anglo-française à Canton en 1857, intervention anglaise en Inde la même année). Mais, dès ces affrontements terminés, la menace occidentale recommence. Le consul américain n'a pas cessé depuis 1854 de demander la signature d'un traité de commerce inégal, comportant des clauses qui limiteraient la souveraineté japonaise (extraterritorialité, fixation des droits de douane). En 1857, il brandit la menace d'une intervention armée. Voulant éviter aussi bien ce genre d'affrontement avec les Occidentaux que les protestations des guerriers s'opposant à l'ouverture du pays, les dirigeants shogounaux décident encore une fois de consulter les seigneurs. Mais l'opinion est encore divisée. Les dirigeants savent qu'ils ne peuvent refuser la signature du traité, mais ils craignent de prendre seuls la décision. Ils décident alors de poser un autre geste sans précédent: demander à l'empereur d'approuver la signature du traité avec les Américains. Cette demande est extraordinaire, car, depuis

1600 (et même avant, depuis 1185), l'administration shogounale, bien que tenant sa légitimité fondamentale de l'empereur, a dirigé le pays sans consulter la cour. Depuis l'imposition de leur hégémonie, les Tokugawa n'ont jamais eu recours à la sanction impériale. Le fait de la demander maintenant montre encore plus clairement la faiblesse et l'indécision du gouvernement shogounal, et ce d'autant plus que l'empereur refuse de cautionner la signature du traité, demandant plutôt une autre consultation des seigneurs et de quelques guerriers de très haut rang.

Les dirigeants shogounaux n'ont pas le choix : ils doivent encore une fois demander l'avis des seigneurs. Mais entre-temps, les Américains se font tellement insistants et menaçants que les autorités japonaises, avant même de recevoir la réponse à la consultation seigneuriale (qui leur donnera, quand elle arrivera, carte blanche), signent le traité en juillet 1858. Cette signature provoque un tollé, autant de la part des seigneurs, qui demandent maintenant une participation à l'administration shogounale dont ils ont été exclus depuis 1600, que de celle des guerriers de rangs inférieurs qui jugent que les dirigeants shogounaux ont manqué de respect envers l'empereur et ont lâchement capitulé devant les Occidentaux.

Les autorités ripostent en août 1858 en mettant aux arrêts trois seigneurs et en faisant exécuter plusieurs guerriers qui s'étaient violemment opposés au traité. L'hégémonie des Tokugawa semble alors rétablie, mais le gouvernement a lui-même montré ses faiblesses. Par ailleurs, la signature du traité de 1858 et les mesures répressives qui ont suivi mènent plusieurs opposants, surtout parmi les guerriers de rangs inférieurs, à demander maintenant la fin du pouvoir des Tokugawa. En outre, l'arrivée des Occidentaux — depuis 1854 — a déjà mené à des problèmes économiques importants : faillites de certaines manufactures, endettement plus grand de l'administration centrale et de certains domaines pour l'achat d'armements occidentaux, sortie massive d'or, inflation, problèmes agricoles et soulèvements paysans. On peut dire, en fait, que l'arrivée des Occidentaux et la réponse indécise des autorités shogounales mènent à une crise généralisée : à la crise des finances publiques s'ajoutent maintenant une crise économique, une crise politique et une crise idéologique (montée des idéologies « nationales » pro-impériales qui sont rapidement utilisées comme doctrine de contestation du pouvoir shogounal). L'arrivée des Occidentaux accentue donc la crise des finances, amplifie les faiblesses économiques, politiques et idéologiques qui existaient antérieurement, et fait converger toutes les difficultés dans une crise généralisée.

En 1858, les Tokugawa semblent avoir conjuré la crise politique. Mais ce n'est qu'un répit. Les guerriers radicaux se tournent vers les actions terroristes contre les Occidentaux qu'ils veulent exclure du pays et contre les officiels shogounaux : plusieurs assassinats ont lieu, y compris contre des Occidentaux, ce qui met le gouvernement central dans l'embarras. En 1860, des guerriers radicaux assassinent l'homme fort du gouvernement, celui qui a organisé la répression de 1858. Ce geste désorganise le gouvernement shogounal. Certains seigneurs du Sud-Ouest, anciens ennemis des Tokugawa, en profitent pour tenter d'améliorer leur position nationale, en particulier en tentant d'influencer l'empereur. En 1862, ces seigneurs réussissent à faire abolir le système de double résidence, ce qui enlève au gouvernement shogounal son moyen le plus efficace de contrôle politique.

En 1863 et 1864, deux des domaines seigneuriaux (Chôshû et Satsuma, tous deux dans le Sud-Ouest) qui ont organisé l'opposition sont confrontés à une nouvelle menace : les puissances occidentales veulent se venger par les armes des attentats contre leurs ressortissants et des bombardements contre leurs navires. Les armées occidentales bombardent et détruisent une partie des capitales et du dispositif de défense des deux domaines. Cet affrontement direct avec les Occidentaux mène la majorité des guerriers de Chôshû et de Satsuma à se rendre compte de la force des Occidentaux et à abandonner comme impossible la politique d'exclusion des étrangers. Ils préconisent désormais l'importation des armements et de la technologie industrielle occidentale et ils songent à des réformes politiques plus profondes.

Mais il faut attendre 1866 pour voir apparaître un véritable mouvement concerté des deux domaines pour renverser le gouvernement shogounal et pour établir une nouvelle struc-

ture d'État centralisée, sous la conduite de l'empereur. Jusque-là, les guerriers des deux domaines se voyaient non seulement comme les ennemis des Tokugawa, mais aussi comme ennemis de l'autre domaine. À partir de 1866, l'opposition change donc de couleur : les guerriers de Satsuma et de Chôshû s'allient dans leur opposition aux Tokugawa, ils commencent à définir les structures d'un nouvel État impérial centralisé, et ils voient maintenant comme inévitable la collaboration avec l'Occident. L'objectif majeur de cette opposition unifiée est toujours le même : protéger le pays du danger colonial. Mais la stratégie a changé et ce changement a été provoqué par l'affrontement avec les armées occidentales en 1863 et 1864.

En 1867, les armées des deux domaines remportent une victoire sur les armées shogounales. En novembre 1867, le dernier *shôgun* Tokugawa démissionne et donne la majorité de ses terres à l'empereur. En janvier 1868, un nouveau gouvernement impérial est proclamé : le changement de régime est accompli, il sera connu par la suite sous le nom de restauration de Meiji. La guerre civile continue jusqu'en 1869, de façon sporadique, mais les troupes pro-impériales finissent par remporter une victoire décisive.

1.4 LA CONSTRUCTION DE L'ÉTAT ET DE L'ÉCONOMIE APRÈS 1868

À partir de 1868, le nouvel État se donne pour tâches principales la défense du pays, l'abrogation des traités inégaux de 1858 et l'industrialisation. L'objectif majeur est toujours de protéger l'essence du pays et de lui assurer une place d'honneur dans le monde. Pour cela, les dirigeants créent une nouvelle structure politique, développent les infrastructures, mettent sur pied les premières industries, s'assurent l'appui du peuple, créent une nouvelle armée, etc. Les tâches sont donc immenses. Mais les moyens financiers sont insuffisants.

De 1868 à 1876, les nouveaux dirigeants éliminent les anciennes structures féodales : abolition des domaines, abolitions des castes, abolition des privilèges associés au statut. Un nouveau gouvernement est créé, dirigé par un Conseil exécutif nommé officiellement par l'empereur mais en fait nommé par cooptation. Ce gouvernement s'impose à tout le pays, à travers un système de préfectures dirigées par des gouverneurs nommés par le gouvernement central. Le nouveau gouvernement organise une armée moderne, avec des armes à l'occidentale et recrutée par conscription (surtout parmi les paysans). Le gouvernement impose aussi l'instruction obligatoire, moyen d'éduquer une population appelée à se mobiliser pour le développement. Enfin, les dirigeants amorcent le développement industriel : l'État ouvre des usines dans les secteurs de l'industrie lourde, nécessaire à la production d'armements ; de plus, devant l'insuffisance de l'investissement privé (la « bourgeoisie » hésite à investir dans autre chose que les activités commerciales et financières), l'État crée des usines modèles dans plusieurs secteurs de consommation (textile, brasserie, raffinerie de sucre, etc.) ; enfin, le gouvernement développe les infrastructures (ports, routes, chemin de fer, etc.).

La mise sur pied du nouveau gouvernement n'est pas facile. En 1868 et 1869, les nouveaux dirigeants, pour la plupart guerriers de rangs moyens issus des deux grands domaines du Sud-Ouest qui ont organisé l'opposition aux Tokugawa, doivent faire face aux troupes encore fidèles à leurs ennemis. Ils veulent que les hostilités cessent au plus vite, car ils craignent qu'une guerre civile prolongée provoque l'intervention militaire des Occidentaux. En 1873, les dirigeants divergent d'opinion sur la question de l'invasion de la Corée (qui n'aura pas lieu), ce qui mène à la démission de plusieurs d'entre eux. Parmi les démissionnaires, certains se mettent à la tête de rébellions de *samourais* qui s'opposent à la perte de leur statut et de leurs privilèges et à la constitution d'une armée de conscrits. Ces rébellions seront finalement matées pour de bon par l'armée impériale en 1877. D'autres dirigeants fondent un mouvement pour les droits et libertés qui exige l'instauration de la démocratie.

Les dirigeants doivent aussi faire face au problème aigu des sources de revenus de l'État. Pour le résoudre, ils abandonnent une promesse qu'ils avaient faite en 1867 et ils augmentent les impôts fonciers. En effet, le gouvernement va chercher les fonds où il peut,

c'est-à-dire dans l'agriculture. L'agriculture et la paysannerie financent l'industrialisation et la mise sur pied du nouvel État. La hausse de l'impôt mène à des révoltes paysannes, les plus grosses que le pays ait connues jusque-là, en particulier entre 1873 et 1877 et entre 1882 et 1884.

Les dirigeants du gouvernement traitent l'opposition durement. Ils pensent que toute contestation est dangereuse pour l'indépendance du pays. Portés par leur mission et par leur mentalité, ils créent un gouvernement autocratique, avec l'empereur à sa tête. L'idéologie politique officielle présente l'empereur comme descendant de divinité et comme chef et source de l'État. Cette théorie de la place de l'empereur dans la nation et dans l'État sera développée plus en détail après 1885. Les dirigeants imposent aussi des conditions de travail très dures, contestées par les ouvriers qui se mettent en grève. Pour mater toutes les contestations, le gouvernement envoie l'armée et exécute des membres des différents mouvements.

Jusque dans les années 1880, l'État est le seul investisseur important dans les activités industrielles. En 1881, le gouvernement, fortement endetté, vend plusieurs industries à des amis des dirigeants : c'est le début des grands consortiums japonais (Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo). Après 1885, l'entreprise privée, faible auparavant, prend le relais du gouvernement dans la majorité des secteurs industriels (sauf ceux qui produisent des armements). Les dirigeants du gouvernement continuent toutefois de collaborer de très près avec l'entreprise privée, lui prodiguant conseils et subsides.

En 1889, l'empereur promulgue la Constitution, qui donne tout pouvoir à l'État dont il est le principe, le centre et le symbole. La Constitution crée aussi une assemblée élue au suffrage restreint, dont les pouvoirs seront toujours limités jusqu'à la défaite de 1945. Par ailleurs, dès les années 1870, le Japon veut imiter les pays occidentaux et se lance dans l'aventure impérialiste, ce qui permet aux dirigeants de faire mousser le sentiment patriotique. Tentant de contrer l'influence chinoise, puis russe, en Corée, le Japon entre en guerre contre la Chine en 1894 et contre la Russie en 1904. Ces deux guerres se terminent, la première par une victoire décisive du Japon en 1895, la seconde par un net avantage en 1905, ce qui permet au Japon d'obtenir sa première colonie (Taiwan) et de s'arroger la position prépondérante en Corée (qui sera annexée comme colonie en 1910) et en Mandchourie du Sud. Par la suite, le Japon tentera de consolider sa position en Chine, ce qui mènera à des affrontements avec le gouvernement chinois et avec les puissances occidentales. Ces affrontements aboutiront finalement à la guerre contre la Chine en 1937 et à la Guerre du Pacifique en 1941.

Mais auparavant, profitant de la conjoncture internationale favorable, utilisant la Première Guerre mondiale pour s'assurer des privilèges accrus en Chine, le Japon, en 1918, réussit enfin à entrer dans le groupe des pays industrialisés : la révolution industrielle est finie, le second seuil de la transition au capitalisme est franchi. Évidemment, le Japon est encore un pays faible, mais il a néanmoins atteint le point de non-retour dans l'industrialisation.

2. IMPLICATIONS POUR LA THÉORIE DE LA TRANSITION

L'exemple japonais nous permet de poser plusieurs problèmes cruciaux touchant à la transition : problème de la nécessité historique et du cours inévitable de l'histoire, problème de la constitution de champs sociaux relativement autonomes et de leurs relations, problème des causes du changement social, de son aspect endogène ou exogène, de sa direction, problème des seuils, enfin problème des crises. Examinons ces problèmes à l'aide d'une analyse interprétative de la transition au Japon, sur la base de la description donnée en première partie.

1) Lorsqu'on aborde le sujet de la transition au capitalisme au Japon, la première question qui se pose est la suivante : la transition est-elle venue strictement de tendances internes, ou bien l'impact de l'Occident a-t-il aussi joué un rôle essentiel ? Comme on l'a

vu en introduction, certains auteurs soutiennent que tous les éléments menant au capitalisme (ou, pour la théorie de la modernisation, à une société moderne) étaient en place avant 1853. L'Occident, à leur avis, n'a été que le catalyseur qui a accéléré le processus. Cette position a été reprise par Braudel dans ses ouvrages synthétiques sur le capitalisme. Braudel, en effet, se fondant sur l'analyse de Jacobs (1958), note «la ressemblance économique et sociale entre une Europe et un Japon poussés chacun de son côté, selon des processus analogues» (1979, p. 529).

Le problème de cette position est qu'elle postule une direction prédéterminée du développement historique. Il est bien vrai que la majorité des éléments cités par ces auteurs étaient présents, mais pas nécessairement aussi fortement qu'ils le disent; par exemple, la bureaucratization des guerriers n'avait pas éliminé l'esprit martial, les Tokugawa exerçaient toujours le pouvoir avec des moyens institués au XVII^e siècle, et l'idéologie et la morale officielles s'opposaient totalement à l'économie de marché. De plus, le Japon, au milieu du XIX^e siècle, était encore sous le contrôle politique presque incontesté des Tokugawa. Autrement dit, malgré des modifications importantes dans l'économie, l'idéologie et la structure de classes, le Japon de 1850 était dans ses fondements une société de même type que celle de 1650. C'était une société qu'on peut appeler féodale, fondée sur le pouvoir des seigneurs d'origine guerrière, sur le servage (lien obligatoire des paysans à la terre et restriction de leur mobilité), même s'il était atténué, sur l'impôt agricole et sur les distinctions de castes. Les modifications, quelques-unes très importantes, dans le fonctionnement de la société n'avaient pas encore donné lieu à des mouvements pour la définition d'un nouvel ordre sociopolitique et économique. Rien ne nous permet de dire jusqu'où ces modifications seraient allées d'elles-mêmes ni dans quelle direction elles se dirigeaient.

Les transformations de la période Edo peuvent donc se décrire comme des transformations internes à l'ordre social instauré par les Tokugawa en 1600, donc comme des changements internes à cette forme particulière de société, sans qu'on puisse dire que ces changements menaient inévitablement à une autre forme de société. Les transformations survenues entre 1650 et 1850 auraient pu mener à la longue à ce résultat. On peut même concevoir qu'elles auraient pu mener au capitalisme. Mais l'évolution vers le capitalisme n'était pas inévitable. Plusieurs sociétés, comme l'Inde ou la Chine, ont connu des développements importants de l'économie de marché à diverses époques de leur histoire sans que cela ne débouche sur le capitalisme. Le Japon lui-même avait connu un fort développement de l'économie de marché au XVI^e siècle, mais la fermeture du pays et le renforcement des divisions de castes en avaient arrêté le mouvement (vers quoi?). Rien, donc, ne peut nous permettre de dire que le Japon se dirigeait inévitablement vers le capitalisme ou la «modernité». Le pays aurait tout aussi bien pu s'enliser dans la stagnation ou dans la récession chronique (ou bien, après 1853, dans le sous-développement si les puissances occidentales étaient intervenues plus vigoureusement dans les affaires japonaises).

Étant donné ces points, on peut dire que la transition, du moins la transition vers le capitalisme, n'était pas amorcée en 1850, bien que plusieurs tendances *auraient pu*, si l'évolution s'était maintenue dans un certain sens, mener de façon endogène à l'apparition de cette nouvelle forme de société. Donc, la transition vers le capitalisme n'était pas commencée comme telle, mais rien ne nous dit qu'elle ne serait pas survenue. Ce qui, par ailleurs, ne signifie pas que le Japon de la première moitié du XIX^e siècle se dirigeait inévitablement et inexorablement vers le capitalisme. Cela signifie seulement qu'il existait, dans la société féodale japonaise modifiée du XIX^e siècle, des contradictions et des tendances qui auraient pu mener à la constitution d'un type différent d'ordre social, politique et économique, et que le capitalisme figurait parmi les possibilités de nouvelles sociétés.

Dans cette optique, il ne fait aucun doute que l'impact de l'Occident a joué un rôle majeur dans la transition au Japon. L'idée même d'une armée moderne et de l'industrialisation est venue directement de l'Occident après 1853. Or, l'industrie est devenue le moyen primordial de développement du Japon après 1868: c'est avec l'industrie, importée de l'Occident, que le Japon est devenu capitaliste. On peut dire en fait que la transition au Japon

a commencé avec l'arrivée des Occidentaux en 1853 et qu'elle s'est accélérée avec le changement de régime de 1868. On peut dire aussi que cette transition a été de nature majoritairement exogène, c'est-à-dire inspirée de modèles extérieurs, et non de nature endogène. Bien sûr, certains des développements antérieurs à 1853 et à 1868 ont servi à favoriser le développement du capitalisme (voir Bernier, 1988, p. 391). Mais ces développements n'ont joué leur rôle que dans le contexte politique et économique imposé par la présence occidentale. L'arrivée des Occidentaux ne peut donc être réduite à un stimulus qui aurait simplement accéléré les tendances internes; ce fut un facteur majeur, un facteur historiquement essentiel, dans le développement du capitalisme japonais.

2) La société des Tokugawa était fondée sur une conception de l'unité de la société et du cosmos. Dans cette conception, la société était pensée comme une totalité au sens fort du terme, avec des parties fortement interreliées. L'ordre social, bien suprême, ne pouvait être maintenu sans l'harmonie de toutes les parties. De plus, cette totalité était conçue comme stable et tout changement, sauf mineur, était vu comme négatif.

Cette conception, qui définissait un idéal politique et social à atteindre mais qui le présentait comme existant ou devant exister, était inadéquate pour comprendre la société japonaise de l'époque. La doctrine politique et morale officielle était insuffisante pour faire face aux problèmes, en particulier pour répondre à ceux posés par l'expansion de l'économie de marché. La majorité des philosophes, s'en tenant aux doctrines anciennes, ont préféré ignorer les causes de cette expansion et ont plutôt réitéré les anciennes maximes et les anciens principes moraux. Les Tokugawa ont fait de même. Ils se sont conformés à l'idée d'un ordre politique et moral telle qu'ils l'avaient définie au début du XVII^e siècle. Dans cette conception, le développement du marché était vu comme un mal qu'il fallait combattre.

Se fondant sur une théorie inadéquate de leur société, les officiels shogounaux et seigneuriaux ont pris des mesures inefficaces, car ils se sont placés du point de vue d'une conception insuffisante de l'ordre social et politique. Ils pensaient que l'affirmation des principes moraux serait suffisante pour assurer le maintien de l'ordre et pour contrôler le marché. Ils ont pensé à tort que, en contrôlant les personnes (par la confiscation des fortunes de certains marchands, par le contrôle des déplacements, par l'enregistrement de tous dans les temples bouddhistes), ils contrôlèrent les activités et les institutions. Plusieurs développements institutionnels sont survenus hors de leur contrôle, malgré toutes sortes d'injonctions. Les marchands ont développé les moyens de crédit et d'échanges (lettres de change, chèques, dépôts, traites, *etc.*), ils ont donc mis sur pied les moyens institutionnels pour que les échanges fonctionnent bien, sans que les autorités ne puissent tirer des revenus en taxant les activités commerciales. La conception officielle étreinte de la société empêchait la compréhension des évolutions réelles.

3) Les développements internes à la société féodale japonaise furent de natures diverses et ont connu des rythmes très différents. D'un côté, le marché a connu une expansion forte et rapide, menant à la crise des finances publiques. De l'autre, toutefois, le système politique est resté sensiblement le même, alors que l'administration (confrontée au sérieux problème de l'endettement) et l'idéologie ont connu des changements qu'on pourrait qualifier de moyens. Ces rythmes différents de changement sont attribuables au caractère relativement autonome des champs sociaux. La structure politique des Tokugawa, fondée sur les systèmes de contrôle des seigneurs et sur le maintien des structures de castes, était pour les administrateurs shogounaux la garantie du maintien d'un ordre sociopolitique qui les avantageait. C'est pourquoi ils se sont efforcés de la maintenir. Les transformations politiques ont donc été plutôt faibles.

Du côté de l'idéologie, les développements n'ont pas non plus suivi l'expansion de l'économie de marché. Mais des penseurs se sont penchés sur divers problèmes moraux, sociaux et politiques, tout cela à l'intérieur d'une philosophie politique qui tenait certains principes pour acquis. Pas de réflexion sur l'économie, sauf marginale, pas de théorie de contestation du régime en place, mais modification des théories sur plusieurs sujets et promotion de l'étude de la tradition nationale. Les développements de l'idéologie ont donc

connu des tendances relativement autonomes par rapport aux développements politiques et économiques.

L'économie de marché a entraîné des modifications dans les rapports sociaux, malgré la persistance des distinctions de castes et des hiérarchies. Parmi les changements, il faut noter en particulier la diffusion de rapports sociaux peu répandus jusque-là : polarisation accrue entre propriétaires terriens et paysans pauvres à la campagne, contrôle du marché par la bourgeoisie entraînant des difficultés pour la classe politiquement dominante des guerriers, apparition lente du salariat dans l'agriculture et dans la manufacture. On peut donc voir ici des éléments de rapports sociaux non féodaux, liés à l'économie de marché. Mais, encore une fois, ces transformations sociales n'ont pas entraîné la disparition des rapports sociaux et politiques fondamentaux : le servage qui liait les paysans aux seigneurs à travers l'impôt foncier et la hiérarchie militaire. Ces rapports ont bien été modifiés par le fait que la bourgeoisie, à travers les mécanismes du marché des marchandises et du crédit, a pénétré l'agriculture et a détourné en sa faveur une partie des redevances. Mais ils n'ont pas disparu et, étant donné l'absence de contestation (sauf marginale) de l'ordre social, on peut dire qu'ils sont demeurés primordiaux jusqu'à l'arrivée des Occidentaux.

Il s'est donc produit des transformations majeures, mais à l'intérieur d'un type de société. Autrement dit, les transformations n'avaient pas dépassé un certain seuil, elles n'avaient pas mené au renversement du pouvoir shogounal et seigneurial ni à l'élimination du servage paysan. Ces transformations ont procédé à un rythme différent selon les champs sociaux et elles ont obéi à des logiques au moins partiellement autonomes : la logique du marché, par exemple, n'a pas influencé très fortement les modifications dans les doctrines qui ont plutôt évolué autour des solutions à apporter aux problèmes du pouvoir, de la légitimité et du maintien de l'ordre. Les champs sociaux n'ont donc pas évolué tous selon la même logique, selon une causalité unique.

4) On peut donc dire qu'il y avait dans la période Edo un ordre social conçu par l'idéologie officielle comme ordre moral total, mais qui était en réalité (comme tout ordre social) contradictoire et partiel. C'est dans les potentialités données par les contradictions et par le caractère partiel de l'ordre ancien que des éléments nouveaux (économie de marché, nouveaux rapports sociaux), pouvant mener à un type nouveau d'ordre social à construire, sont apparus et se sont développés. Le développement de ces nouveaux éléments n'était pas automatique, il a suivi un cheminement complexe qui n'était pas tracé d'avance, qui n'était pas totalement défini ni déterminé par la structure de l'ordre social existant et qui s'est développé selon les luttes, les stratégies, les circonstances et les événements.

C'est la stratégie de contrôle des seigneurs définie par les Tokugawa et le cadre institutionnel qu'ils ont développé pour assurer ce contrôle qui furent les facteurs principaux de l'expansion de l'économie de marché. La stratégie shogounale a donc mené à des effets inattendus. La stratégie des marchands a été de se saisir des occasions de profit données par la stratégie shogounale. Donc deux stratégies, une venant du pouvoir, l'autre réagissant à la stratégie du pouvoir, mènent finalement à l'enrichissement de la bourgeoisie, à l'appauvrissement des guerriers de rangs inférieurs et à la crise des finances publiques. Devant les problèmes causés par l'économie de marché, les seigneurs et les guerriers ont dû développer des stratégies nouvelles, pour la plupart sans efficacité, sauf au niveau du maintien des rapports sociaux de castes et du pouvoir shogounal et seigneurial.

5) Comme on l'a vu, la crise des finances publiques est apparue au Japon dès la fin du XVIII^e siècle. On ne peut toutefois en déduire qu'il y avait crise économique, sociale ou politique ni crise généralisée. Comme Bourdieu l'a avancé (1984, pp. 210-211), il peut se développer dans une société des crises sectorielles sans que n'apparaisse une crise généralisée. La crise généralisée apparaît quand il y a convergence de plusieurs crises sectorielles, c'est-à-dire quand les rythmes de développement dans plusieurs champs sociaux convergent à un certain moment, quand les évolutions sectorielles différentes en arrivent en même temps, malgré leurs rythmes différents, à une situation où il devient impossible de contrôler les contradictions ou problèmes internes. La crise dans un secteur peut quelquefois entraîner

des crises dans d'autres secteurs, comme l'ont fait le krach boursier de 1929 ou la crise politique chinoise de juin 1989. Mais une crise sectorielle ne peut entraîner ces conséquences que s'il existe dans ces autres secteurs des faiblesses qui répercutent en l'exagérant la crise première.

L'arrivée des Occidentaux et l'ouverture forcée du pays a mené à des conséquences inattendues. Tout d'abord, la présence des Occidentaux a amplifié la crise des finances publiques et a mené à une crise économique. De plus, elle a poussé les autorités shogounales à prendre des mesures qui ont miné leur propre pouvoir. Elle a de cette façon mené à une crise politique, amplifiée par la contestation idéologique qui s'est développée dans les milieux des guerriers radicaux sur la base des enseignements des écoles d'études nationales. En 1858, le Japon était dans une crise généralisée, dont il ne se sortira vraiment qu'en 1877 (lorsque les révoltes de guerriers mécontents seront enfin terminées). Cette crise s'est développée suivant les faiblesses et les problèmes internes présents antérieurement (crise des finances publiques, appauvrissement des guerriers et des paysans), mais l'arrivée des Occidentaux a amplifié les problèmes existants et en a créé de nouveaux, en particulier des problèmes proprement politiques. En fait, s'il y a eu crise généralisée, c'est justement que des problèmes politiques, des problèmes de légitimité de Tokugawa, sont apparus. L'arrivée des Occidentaux a donc été essentielle au déclenchement de la crise. Il est possible, à partir des conditions au Japon avant 1853, de concevoir qu'une crise généralisée aurait pu éclater sous la poussée des seules forces internes. Mais cette crise n'a jamais eu lieu. Elle était concevable, mais elle n'a pas existé. La crise qui s'est déclarée à partir de 1854, après l'acceptation par le *bakufu* de l'entente limitée avec les États-Unis, est venue précisément de cette signature et des conséquences économiques du commerce avec l'Occident.

Il a donc fallu le danger national posé par la présence des Occidentaux pour que les faiblesses latentes du Japon des Tokugawa deviennent des contradictions manifestes, menant à des contestations ouvertes et violentes. Les guerriers qui ont participé à ces contestations, très rapidement, ne se sont pas limités à demander l'exclusion des Occidentaux et la fin du gouvernement des Tokugawa, ils ont aussi remis en question la hiérarchie qui les excluait des postes de responsabilité, à cause de leur rang inférieur, et, en se réclamant de l'empereur, ils ont brisé le lien de loyauté qui les unissait à leurs seigneurs. On peut donc dire que, sans l'arrivée des Occidentaux, la crise généralisée aurait pu ne pas se déclencher. De toute façon, il s'agit là d'une question hypothétique, car, dans la réalité historique, aucune crise (sauf sectorielle) ne s'est déclenchée au Japon avant l'arrivée de Perry.

6) Dans la lutte qui s'est déroulée entre 1853 et 1868 entre le gouvernement shogounal et les oppositions seigneuriale et radicale, l'initiative politique a changé de camp plusieurs fois. L'avantage est passé d'un camp à l'autre suivant les événements et les stratégies. Rien, en 1853, ne laissait prévoir la défaite du gouvernement shogounal. Celui-ci était bien sûr affaibli par la crise des finances publiques, mais il n'existait alors aucune contestation de l'hégémonie des Tokugawa. Le gouvernement central a affaibli son propre pouvoir en consultant les seigneurs en 1853 et en faisant appel à l'empereur en 1858. Ces deux gestes politiques montraient l'indécision des autorités et donnaient aux seigneurs et aux guerriers l'occasion de donner une opinion contraire à celle du gouvernement.

Du côté des opposants, la compétition entre domaines et l'absence de programmes clairs jusqu'en 1865 ont entraîné la multiplication de gestes d'éclat quelquefois futiles. Les attaques contre les étrangers ont mené finalement à la riposte armée des Occidentaux en 1863 et 1864. C'est à partir de cette date qu'une opposition plus réaliste et plus unie a fait son apparition. Cette opposition s'est réclamée de l'empereur, mais son programme a aussi inclus la nécessité de créer une nouvelle forme d'État plus centralisée. Mais même mieux organisée, l'opposition n'était pas assurée de la victoire. Il a fallu des manœuvres particulières d'un domaine (Satsuma), lors d'une campagne militaire du *bakufu* contre un autre domaine (Chôshû), pour que les politiques de centralisation du gouvernement shogounal échouent (voir Bernier, 1988, pp. 206-207). La stratégie s'est construite à mesure (par exemple, ce n'est qu'en 1864 que les opposants du Sud-Ouest abandonnèrent la politique

d'élimination des étrangers du sol national) et la composition des alliances a suivi les événements et les affinités personnelles.

7) La question des relations avec les Occidentaux nous permet de mesurer encore plus le jeu des circonstances dans la transition réussie au capitalisme au Japon. Tout d'abord, les dirigeants japonais connaissaient avant le fait les dangers du colonialisme. En effet, les officiels japonais avaient appris des Hollandais et des Chinois de Nagasaki ce qui se passait en Inde, en Chine et en Asie du Sud-Est. Ils connaissaient les agissements des Occidentaux et leurs conséquences. Certains Japonais étaient donc au moins préparés, non pas à l'arrivée des Occidentaux qu'ils voulaient éviter à tout prix, mais plutôt, lorsque leur présence est devenue inévitable, à la définition de politiques ayant un certain degré d'efficacité. Sur ce point, les dirigeants japonais ont eu un avantage sur leurs collègues chinois et indiens qui durent faire face à ce danger sans préparation. Ensuite, notons le comportement des Occidentaux au Japon entre 1853 et 1868. Alors que, en 1840 et en 1857 en Chine, les Anglais, après des affrontements avec le gouvernement chinois, ont exigé des concessions de nature territoriale, donc des concessions coloniales, au Japon, ils n'ont fait que demander une compensation monétaire.

Pourquoi cette attitude plus conciliante envers le Japon ? Tout d'abord parce que le Japon, pour des raisons assez irrationnelles, enflammait moins l'imagination et attisait moins la convoitise des Occidentaux que l'Inde et la Chine. Le Japon apparaissait aux Occidentaux comme moins riche et moins intéressant. Ensuite, le Japon a profité des difficultés que les Occidentaux ont eues ailleurs. Les interventions en Inde et en Chine en 1857 furent assez difficiles, ce qui a fait que les gouvernements occidentaux ont hésité à faire la même chose au Japon, où ils se sont contentés d'interventions limitées. Par ailleurs, le Japon a obtenu un répit à chaque fois que les Occidentaux se sont affrontés entre eux : guerre de Crimée en 1854-1856, intervention anglo-française à Canton en 1857, intervention anglaise en Inde la même année, guerre civile américaine en 1862-1866, guerre entre l'Autriche et la Prusse en 1866, guerre entre l'Autriche et l'Italie en 1866, puis, après le changement de régime de 1868, guerre franco-prussienne de 1870-1871. Le Japon a donc eu le grand avantage de voir les Occidentaux pris par leurs propres problèmes internes en Europe et en Amérique, ce qui a laissé aux dirigeants japonais une marge de manœuvre plus grande que celle de leurs homologues chinois ou indiens.

8) Il faut noter aussi l'importance de l'idéologie dans la réaction des Japonais à la venue des Occidentaux. Les guerriers japonais, qui croyaient dans la supériorité essentielle de leur pays, mais qui savaient qu'il fallait le défendre, ont posé comme objectif fondamental le maintien à tout prix de l'indépendance du pays. Tous les dirigeants japonais, qu'ils soient favorables aux Tokugawa ou qu'ils s'opposent à eux, qu'ils soient modérés ou radicaux, ont adopté cet objectif. La doctrine nationaliste des écoles de Mito et du *kokugaku* a donné le cadre idéologique pour l'expliquer et le justifier¹⁷. La menace occidentale a donc pris son sens dans le contexte de ces doctrines. Les solutions proposées ont été de plus en plus définies en fonction de théories qui insistaient sur la divinité de l'empereur. C'est pourquoi les dirigeants en 1868 ont créé un État avec l'empereur en son centre. On peut donc voir que le «sens» donné aux événements a eu une importance cruciale.

9) Le changement de régime de 1868, qui a entraîné des modifications majeures dans l'histoire du Japon, qui représente en fait l'étape cruciale dans la transition au capitalisme, celle où l'industrialisation est devenue clairement partie des objectifs des gouvernants, a été le fait non pas de la «bourgeoisie» — la bourgeoisie des commerçants s'est plutôt tenue à l'écart des transformations entre 1853 et 1882, craignant pour son capital — mais plutôt de *samourais*, de guerriers, de féodaux qui, comprenant la nécessité de main-

17. Il serait trop long d'entrer en détail dans les luttes au sujet de la définition de la nation et de la situation dans la période Meiji. Les lecteurs intéressés peuvent se référer à BECKMAN (1957), LEQUILLER (1966, ch. 4), MARSHALL (1967), GLUCK (1985), HÉRAIL (1986, pp. 406-422 et pp. 436-438) et BERNIER (1988, pp. 230-247, pp. 273-280, pp. 287-298 et pp. 328-334).

tenir l'indépendance du pays et, pour cela, de transformer son économie et son système politique, ont éliminé les structures féodales et ont mis sur pied les bases politiques, économiques, militaires et éducationnelles d'un développement capitaliste autocentré. Ce sont donc des féodaux qui ont dirigé le pays dans la phase de transition. Certains se sont transformés en capitalistes, mais les plus importants sont devenus les dirigeants du nouvel État. Ils ont utilisé l'État comme moyen pour assurer le développement industriel, du moins jusqu'en 1881, et comme moyen de maintenir l'ordre. Ils ont créé un ordre social autocratique, qui a mené efficacement à l'industrialisation, mais qui a aussi mené à la guerre et à la répression. Le «succès» japonais dans le passage au capitalisme ne s'est donc pas fait sans heurts.

Il est donc important de noter que ce sont les *samourais*, des féodaux, qui, au Japon, ont mis fin aux rapports sociaux féodaux. Ce faisant, ils se sont transformés en autre chose, ils sont devenus les promoteurs du capitalisme, et ce, beaucoup plus efficacement que les marchands et les commerçants, qui, craignant la perte de leur capital, se sont mis à la remorque des dirigeants politiques. Le fait pour des féodaux d'orchestrer la transition, de façon volontaire, en imitation de l'Occident et pour se défendre de l'Occident, est sans doute pour beaucoup dans la mise sur pied d'une forme d'État autocratique après 1868.

CONCLUSION

La question de la transition nous confronte directement au problème, toujours présent en sciences sociales, de tenir compte en même temps, premièrement, du caractère organisé et relativement stable des organisations sociales (et des schèmes symboliques), deuxièmement, du caractère partiel et transitoire de ces organisations et, troisièmement, du fait que les organisations sont mises en œuvre par des pratiques, fondées sur des habitus et des stratégies, dont les effets ne sont pas totalement déterminés. L'insistance sur l'organisation mène souvent, soit à la définition d'une causalité structurale pleine qui nie les transformations ou les minimise (voir Sahlins, 1976), soit à la définition d'une direction prédéterminée des transformations sous l'action de la structure. L'insistance sur les transformations ou sur les pratiques, par ailleurs, peut mener à l'ignorance de l'impact des structures (institutions, habitus) sur les stratégies et sur le mouvement historique. Il faut trouver le moyen de poser à la fois, dans une même approche, le caractère organisé des structures, leur indétermination relative, la possibilité de transformations sociales et l'ouverture des pratiques : les structures, toujours contradictoires et partielles, ne définissent que le cadre général de la situation historique à un moment donné, que les conditions de départ d'actions et de stratégies qui, en se conjuguant et en s'affrontant, mènent à des effets inattendus, à des conditions nouvelles. Ces conditions nouvelles ne se comprennent qu'en tenant compte à la fois, premièrement, de l'état de l'organisation socio-politique, économique et symbolique à un moment donné; deuxièmement, des oppositions, luttes, stratégies et pratiques (qui se redéfinissent toujours de façon nouvelle selon les circonstances) des groupes et des individus; troisièmement, du fait que les individus sont modelés par l'habitus et que leur action individuelle ou collective est contrainte par les institutions; et quatrièmement, des rapports sociaux qui se redéfinissent constamment à travers les pratiques. Le jeu des pratiques, stratégies et luttes mène à des nouvelles façons de faire, à de nouveaux rapports sociaux, à de nouvelles institutions. C'est ce qui ressort de l'exemple de la transition au capitalisme au Japon.

La structure économique et politique du Japon de 1853 ne menait pas automatiquement à la défaite des Tokugawa. Il n'y avait donc pas de structures et de contradictions structurales qui menaient inexorablement vers le résultat de 1868. Il y a eu construction graduelle d'une solution. Ce qui s'est passé ne fut pas le fruit d'une nécessité historique, inscrite dans les structures : plusieurs autres cours de l'histoire étaient possibles (même aussi tard qu'en 1864, car l'alliance des deux domaines du Sud-Ouest était très improbable, les guerriers de Satsuma et de Chôshû se considérant comme des ennemis irréductibles). Pour comprendre comment les opposants en sont venus à remporter la victoire peu probable même en 1864, pour com-

prendre aussi comment le Japon en est finalement venu à accomplir avec succès la transition au capitalisme, il faut reconstruire l'enchaînement des événements, reconstruire les causalités sectorielles, retracer les liens non nécessaires entre forces sociales, déchiffrer les stratégies (qui, par définition, procèdent d'un choix des objectifs et des moyens pour les atteindre, choix fondé bien entendu sur l'habitus). Il faut reconstruire le mouvement historique dans sa diversité. Cette reconstruction nous fait voir la part de construction graduelle et constante et la part d'aléatoire dans le développement historique.

Bernard Bernier
 Département d'anthropologie
 Université de Montréal
 C.P. 6128, Succ. «A»
 Montréal (Québec)
 Canada H3C 3J7

RÉSUMÉ

À partir d'un bref examen des événements et des luttes qui ont entouré la transition au capitalisme au Japon à partir du milieu du XIX^e siècle, l'auteur présente une interprétation non déterministe de cette transition. Il conteste certaines explications antérieures qui font du passage au capitalisme au Japon la suite quasi automatique des tendances présentes dans la période Edo (1600-1868) et il insiste sur la construction graduelle de ce passage, suivant les événements et les luttes. Il fonde cette interprétation sur les écrits d'auteurs (Bourdieu, Castoriadis, etc.) qui ont insisté sur la complexité de la causalité dans le social, sur le caractère partiel et transitoire des organisations sociales et sur la construction graduelle des évolutions historiques.

SUMMARY

On the basis of a brief examination of the events and struggles surrounding the transition to capitalism in Japan from the middle of the nineteenth century onward, the author of this paper presents a non-deterministic interpretation of this transition. He takes issue over certain earlier explanations which saw the transition to capitalism in Japan as the almost automatic consequence of trends present in the Edo period (1600-1868), and insists on the gradual construction of transition in the wake of events and struggles. This interpretation is based on authors (Bourdieu, Castoriadis) who have insisted on the complexity of causality in the social sphere, on the partial and transitory nature of social organizations, and on the gradual construction of historical evolutions.

RESUMEN

A partir de un breve examen de los eventos y de las luchas que han envuelto la transición al capitalismo en Japón a partir de la mitad del siglo XIX, el autor presenta una interpretación no determinista de esta transición. El contesta ciertas explicaciones anteriores que hacen del paso al capitalismo del Japón la continuación casi automática de las tendencias presentes en el período Edo (1600-1868) e insiste sobre la construcción gradual de este paso, siguiendo los eventos y las luchas. El funda esta interpretación en los escritos de autores (Bourdieu, Castoriadis, etc.) que han insistido en la complejidad de la causalidad en lo social, sobre el carácter parcial y transitorio de las organizaciones sociales y sobre la construcción gradual de las evoluciones históricas.

BIBLIOGRAPHIE

- BALANDIER, Georges, *Le Désordre*, Paris, Fayard, 1988, 252 pages.
 BECKMANN, George M., *The Making of the Meiji Constitution*, Lawrence, Kan., University of Kansas Press, 1957, XII + 158 pages (édition de 1975).
 BELLAH, Robert, *Tokugawa Religion*, New York, The Free Press, 1957, XI + 249 pages.
 BERNIER, Bernard, *Capitalisme, société et culture au Japon; Aux origines de l'industrialisation*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, Paris, Les Publications orientalistes de France, 1988, X + 456 pages.
 BERQUÉ, Augustin, *Le Sauvage et l'artifice : les Japonais devant la nature*, Paris, Gallimard, 1986, 314 pages.
 BOURDIEU, Pierre, *La Distinction*, Paris, Éditions de Minuit, 1979, 670 pages.
 BOURDIEU, Pierre, *Le Sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980, 475 pages.
 BOURDIEU, Pierre, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982, 240 pages.
 BOURDIEU, Pierre, *Homo academicus*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1984, 302 pages.
 BOURDIEU, Pierre, *Choses dites*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1987, 230 pages.

- BRAUDEL, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, (vol. 2, *Les Jeux de l'échange*), Paris, Armand Colin, 1979, 600 pages.
- CASTORIADIS, Cornelius, *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975, 503 pages.
- DREYFUS, Hubert L., & RABINOW, Paul, *Michel Foucault: Beyond Structuralism and Hermeneutics*, Chicago, University of Chicago Press, 1983 (2^e édition), 271 pages.
- EARL, David M., *Emperor and Nation in Japan*, Seattle, University of Washington Press, 1964, X + 270 pages.
- FOUCAULT, Michel, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, 279 pages.
- FOUCAULT, Michel, *La Volonté de savoir* (Histoire de la sexualité, tome I), Paris, Gallimard, 1976, 213 pages.
- GEERTZ, Clifford, *The Interpretation of Culture*, New York, Basic Books, 1973, 470 pages.
- GLUCK, Carol, *Japan's Modern Myths: Ideology of the Late Meiji Period*, Princeton, Princeton University Press, 1985, XI + 407 pages.
- HALL, John W., «Feudalism in Japan — A Reassessment», dans John W. Hall & Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968, pp. 15-51.
- HALL, John W., «The New Look of Tokugawa History», dans John W. Hall & Marius & Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968, pp. 55-64.
- HAROOTUNIAN, Harry D., *Toward Restoration*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1970, XVIII + 421 pages.
- HAROOTUNIAN, Harry D., «Ideology as Conflict», dans Najita Tetsuo & J. Victor Koschmann (édit.), *Conflict in Modern Japanese History*, Princeton, Princeton University Press, 1982, pp. 25-61.
- HÉRAIL, Francine, *Histoire du Japon, des origines à la fin de Meiji*, Paris, Les Publications Orientalistes de France, 1986, 462 pages.
- HUBER, Thomas M., *The Revolutionary Origins of Modern Japan*, Stanford, Stanford University Press, 1981, 260 pages.
- JACOBS, Norman, *The Origins of Modern Capitalism and Eastern Asia*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 1958, 243 pages.
- JANSEN, Marius, «Tokugawa and Modern Japan», dans John W. Hall et Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968, pp. 317-330.
- KATSUMATA, Makoto, «Le Japon dans l'économie mondiale: Une relecture de l'histoire du capitalisme japonais de 1850 à 1890», dans *Cahiers du Centre d'études de l'Asie de l'Est*, 4, Montréal, Université de Montréal, 1987, pp. 41-66.
- LEQUILLER, Jean, *Le Japon*, Paris, Sirey, 1966, 621 pages.
- MARSHALL, Byron K., *Capitalism and Nationalism in Prewar Japan*, Stanford, Stanford University Press, 1967, 163 pages.
- MARX, Karl, *Le Manifeste du Parti communiste*, suivi de *Les Luttes de classes en France*, Paris, 10/18, 1962, 189 pages (publiés pour la première fois en 1847 et 1848-1850).
- MARX, Karl, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Éditions sociales, 1963, 130 pages (publié pour la première fois en 1852).
- MARX, Karl, *Le Capital*, Livre 1, Paris, Garnier-Flammarion, 1969, 699 pages (publié pour la première fois en 1867).
- MARX, Karl, et ENGELS, Friedrich, *L'Idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1965, 109 pages (écrit en 1845).
- MORIN, Edgar, *La Méthode* (vol. 1, *La Nature de la nature*), Paris, Seuil, 1977, 313 pages.
- MURAKAMI, Yasusuke, KUMON Shumpei & SATO Seisaburô, *Bunmei to shite no ie shakai*, Tokyo, Chûô Kôronsha, 1979, 719 pages.
- NORMAN, E. Herbert, *Japan's Emergence as a Modern State*, New York, Institute of Pacific Relations, 1940, XVI + 254 pages.
- OOMS, Herman, *Tokugawa Ideology*, Princeton, Princeton University Press, 1985, XVI + 349 pages.
- OUCHI Tsutomu, *Nihon nôgyôron*, Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1978, X + 476 + 32 pages.
- REISCHAUER, Edwin O., *Histoire du Japon et des Japonais*, vol. 1, Paris, Seuil, 1973, 255 pages.
- SAHLINS, Marshall, *Culture and Practical Reason*, Chicago, University of Chicago Press, 1976, 252 pages.
- SMITH, Robert J., *Japanese Society: Tradition, Self and the Social Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, 176 pages.
- STRAYER, Joseph R., «The Tokugawa Period and Japanese Feudalism», dans John W. Hall et Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968, pp. 3-14.
- SWARTZ, Marc J., TURNER, Victor W., & TUDEN, Arthur, «Introduction», dans Marc J. Swartz, Victor W. Turner, & Arthur Tuden (édit.), *Political Anthropology*, Chicago, Aldine, 1966, pp. 1-41.
- TOURAINÉ, Alain, *Sociologie de l'action*, Paris, Seuil, 1965, 507 pages.
- TOYAMA Shigeki, *Meiji ishin*, Tokyo, Iwanami shoten, 1951, IX + 379 pages.
- WALLERSTEIN, Immanuel, *The Modern World-System*, New York, Academic Press, 1974, XV + 410 pages.
- WALLERSTEIN, Immanuel, *Le Capitalisme historique*, Paris, Éditions La Découverte, 1985, 124 pages.
- WEBER, Max, *Économie et société*, Paris, Plon, 1971, 650 pages (publié pour la première fois en 1922).